



Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT

Communiqué

à l'attention de la Presse écrite et orale

RETRAITES : le droit de grève bafoué, le travail forcé imposé.

UNE DICTATURE EN MARCHÉ

FACE A UNE MOBILISATION QUI S'AMPLIFIE !

L'histoire sociale de notre pays s'écrit actuellement au jour le jour dans un bras de fer historique opposant les salariés, leurs organisations syndicales à un pouvoir politique décrédibilisé, **un pouvoir politique en divorce avec son peuple, qui entend imposer sa réforme sans la discuter, sans la négocier avec quiconque, et qui désormais fait charger les CRS contre les travailleurs, piétinant ainsi la constitution, le droit de grève individuel et collectif.**

L'action de grève dans les raffineries, décidée démocratiquement chaque jour en assemblées générales du personnel, vise à faire pression sur le patronat, grand gagnant dans la réforme des retraites et commanditaire du gouvernement !

Partout dans le pays, les initiatives se multiplient, s'amplifient chaque jour.

Alors que le gouvernement peut, comme par le passé, réquisitionner des stations-services pour le fonctionnement naturel des organismes de santé et de sécurité, ce dernier décide à l'inverse d'attaquer les salariés des raffineries dans leur droit de grève individuel et collectif, avec des réquisitions personnalisées, les menaçant de peine d'emprisonnement en cas de refus.

C'est du travail forcé, indigne d'une démocratie !

La FNIC CGT et ses syndicats saluent le courage des salariés et les assurent de leur soutien entier et durable. C'est unis, ensemble, que nous devons poursuivre la bataille. Leur combat pour les retraites est le nôtre, à nous tous.

- **Le gouvernement œuvre à opposer les salariés en grève**, les jeunes en résistance, à la population avec en finalité le passage en force de sa réforme de recul social sur les retraites et la protection sociale.
- **Le gouvernement frappe les salariés**, mais protège TOTAL qui refuse de respecter la décision du Tribunal sur le redémarrage de la raffinerie des FLANDRES.
- **Le gouvernement frappe sur les salariés** mais accompagne la fermeture de la raffinerie de REICHSTETT en plein débat sur l'avenir du raffinage dans la Table Ronde Nationale.

Contrairement aux mensonges coutumiers de l'Elysée, sa préoccupation n'est pas de répondre aux attentes de la population, mais à celles du patronat : l'Union Française de l'Industrie Pétrolière (UFIP) ainsi que l'Union des Industries Chimiques (UIC) qui pleure sur 100 millions d'€ de perte de chiffres d'affaires !

Les préfets, sur ordre de l'Elysée, procèdent à des réquisitions abusives, illégales, dont la finalité serait **« de ne tolérer le droit de grève... qu'après le travail forcé par la réquisition »**. **Il s'agit d'une atteinte grave aux libertés individuelles et collectives qui concerne tous les salariés.** La FNIC CGT, avec les salariés, engage dès à présent et engagera des procédures juridiques à tous les niveaux pour défendre et faire respecter le droit constitutionnel de grève. De la même façon, le gouvernement accélère automatiquement la procédure au SENAT, espérant ainsi museler, éteindre les braises d'un mécontentement face auquel il devra à terme céder.

Dans ce contexte, la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT appelle à maintenir et amplifier les actions partout, à faire du 28 Octobre un nouveau rendez-vous national de grèves avec manifestations d'une ampleur exceptionnelle.

Montreuil, le 22 octobre 2010